

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10-12

Civ. Ops. 479/63

le 12 juin 1963

*Ulich*  
Cher Monsieur

J'ai eu plusieurs discussions avec le Bureau de la Coordination économique sur la question des procédures à adopter pour la préparation du programme d'assistance technique pour l'année 1964. Contrairement aux dispositions qui ont été appliquées jusqu'à présent pour le Gouvernement de la République du Congo, il est maintenant proposé que, pour l'année 1964, le programme soit élaboré par le Bureau de la Coordination économique, en accord avec les Ministères intéressés du Gouvernement, et qu'il soit soumis aux Opérations civiles comme la demande officielle du Gouvernement congolais. Le Bureau de la Coordination économique espère, naturellement, que les Chefs des Agences spécialisées et les Conseillers principaux aideront à la préparation des documents nécessaires et que, d'une façon générale, ils agiront en tant que conseillers pour toutes questions touchant aux aspects techniques des projets que le Gouvernement pourra proposer d'inclure dans le programme de 1964.

Sur la base des documents déjà soumis aux Opérations civiles pour le programme de l'année 1964, Messieurs Brooks et Gilpin préparent actuellement les bordereaux de soumission des projets s'y référant, lesquels constitueront les demandes de soumission de projets du Gouvernement congolais. Ces bordereaux de soumission seront envoyés au Bureau de la Coordination économique pour consultation avec les ministères intéressés qui comportent des programmes bilatéraux et les représentants des pays donateurs. Une fois les consultations terminées, un programme définitif sera établi par le Bureau de la Coordination économique et soumis aux Opérations civiles pour examen et action nécessaire.

La date limite de soumission aux Opérations civiles du programme complet pour l'année 1964 par le Bureau de la Coordination économique a été tentativement fixée au 1er juillet 1963. Je vous serais très reconnaissant de l'aide que vous voudrez bien apporter à MM. Brooks et Gilpin pour leur permettre de préparer d'une manière aussi compréhensible que possible les bordereaux de soumission de chaque projet. Tous deux se mettront en rapport avec vous pour l'établissement, avec votre collaboration, de ces projets de soumission.

Veillez agréer, cher Monsieur

*Ulich*

l'assurance de mes

meilleurs sentiments.

S. Habib Ahmed  
Chef des Opérations civiles

Monsieur



Registry

10-12

CP-1160

7 June 1963

TO: Mr. T. de Candia, Chief Finance Officer  
FROM: H. Fichler, Administrative Officer, Congo Fund  
SUBJECT: Trip to Matadi of Students of National Postal  
School - Project 10-12

.....

1. Please refer to copy of the attached memorandum from the Chief, Postal Services.
2. In 1962, the Postal School organized two trips to Matadi in order to study the organization and operation of the postal service at a seaport.
3. This kind of study tour is again envisaged at the beginning of July 1963.
4. Therefore, I should be grateful, if you would pay to Mr. G. Braissant, UN Postal Expert, the amount of US \$48,000 representing the cost of approximately 39 round trip train tickets to Matadi for students and instructors of the Postal School.
5. This amount will be treated as an advance and Mr. Braissant will be responsible for the justification of same. The charge will subsequently be made to the Project 10-12.
6. Mr. Braissant will present himself at your office within the next fifteen days to collect the money.

cc: Mr. Ulrich

HP/2b





Réf. N° 14.1

JU/PH/AS

BOITE POSTALE 704  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABE - ONUC, LEOPOLDVILLE

10-12

Leopoldville, le 5 juin 1963

A : M. Pichler, Administrateur du "Congo Fund", Leopoldville  
De : J. Ulrich, Chef de la Mission Poste ONUC, Leopoldville  
Objet : Ecole Nationale des Postes de Leopoldville  
Voyage d'étude à MATADI

Les participants aux deux premières Cours pour Percepteurs postaux se sont déplacés à Matadi aux mois de mai et d'août 1962 pour y étudier le fonctionnement d'un bureau d'échange de colis et l'organisation du service postal dans un port maritime. Les frais de voyage ont été supportés par l'ONUC.

Ces déplacements ayant été très fructueux, il serait utile de donner également l'occasion aux élèves de la 3e session actuellement en cours d'aller à Matadi au début du mois de juillet 1963.

Dans ce but, je vous prie d'autoriser, à la charge du "Congo Fund", une dépense de 48 000 F congolais, représentant le coût du voyage (par chemin de fer), étant entendu que la subsistance et le logement des étudiants seront payés par les Postes congolaises.

La demande d'autorisation d'une somme de 48 000 F se justifie comme suit:

1. 39 participants (élèves et professeurs)
2. Prix du voyage Léo - Matadi et retour par personne : 1216 F
3. Prix complet du voyage:  $1216 \times 39 = 47\,424$  F.

Le montant de 48 000 francs congolais peut être prélevé sur le compte "Operational costs" du budget 1963 qui prévoit 8 000 \$ de dépenses.

Le Chef de la Mission Poste ONUC  
J. Ulrich

RECEVU

ACTION

Pichler





Réf.: S\* 14.1

JU/PR/AB

BOITE POSTALE 728  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

10-12

Leopoldville, le 5 juin 1963

A : M. Pichler, Administrateur du "Congo Fund", Leopoldville

De : J. Ulrich, Chef de la Mission Poste ONUC, Leopoldville

Objet : Ecole Nationale des Postes de Leopoldville  
Voyage d'étude à MATADI

Les participants aux deux premiers Cours pour Percepteurs postaux se sont déplacés à Matadi aux mois de mai et d'août 1962 pour y étudier le fonctionnement d'un bureau d'échange de colis et l'organisation du service postal dans un port maritime. Les frais de voyage ont été supportés par l'ONUOC.

Ces déplacements ayant été très fructueux, il serait utile de donner également l'occasion aux élèves de la 3e session actuellement en cours d'aller à Matadi au début du mois de juillet 1963.

Dans ce but, je vous prie d'autoriser, à la charge du "Congo Fund", une dépense de 48 000 Fr congolais, représentant le coût du voyage (par chemin de fer), étant entendu que la subsistance et le logement des étudiants seront payés par les Postes congolaises.

La demande d'octroi d'une somme de 48 000 Fr se justifie comme suit:

1. 39 participants (élèves et professeurs)
2. Prix du voyage Léo - Matadi et retour par personne : 1216 Fr.
3. Prix complet du voyage:  $1216 \times 39 = 47\,424$  Fr.

Le montant de 48 000 francs congolais peut être prélevé sur le compte "Operational costs" du budget 1963 qui prévoit 8 000 \$ de dépenses.

Le Chef de la Mission Poste ONUC

J. Ulrich

JUN 6 1963  
ACTION

Pichler



Réf.: N° 13.3

JU/AS

Léopoldville, le 28 mai 1963

A : M. S. Habib Ahmed, Chef des opérations civiles

De : J. Ulrich, Chef de la Mission Poste, Léopoldville

Objet : Rapport sur la situation actuelle des postes congolaises

Dans ma lettre N° 4.1 du 3 mai 1963, je vous annonçais un rapport détaillé sur la situation actuelle des postes congolaises. Il est maintenant terminé. Je me permets de vous en envoyer ci-joint un exemplaire et j'espère que vous trouverez quelque intérêt à sa lecture.

Le Chef de la Mission Poste

J. Ulrich



Annexe / 1 rapport



Léopoldville, le 24 mai 1963.

Monsieur le Ministre  
des Postes et Télécommunications  
de la République du Congo

Léopoldville

Situation actuelle des postes congolaises.

Remèdes proposés pour l'améliorer.

Monsieur le Ministre,

Mon premier souci, depuis mon arrivée à Léopoldville, le 15 février 1963, a été d'examiner de près la situation des postes congolaises telle qu'elle se présente près de 3 ans après la proclamation de l'Indépendance et l'arrivée des premiers experts. Je me suis donc livré à une enquête approfondie à laquelle ont participé tous mes collaborateurs et dont le résultat est consigné dans le chapitre N° 1 ci-après. J'ai mis l'accent, évidemment, sur les points faibles de l'organisation actuelle.

Dans le chapitre N° 2, je me permettrai de proposer quelques remèdes et de donner quelques conseils.

Chapitre N° 1

A. Organisation actuelle des postes congolaises

1.1 - En général

Certes, les postes congolaises fonctionnent et l'on peut affirmer que depuis 1960, où elles étaient retombées dans un chaos presque complet, de grands progrès ont été réalisés, grâce à la bonne volonté d'une partie du personnel, grâce aussi, je crois pouvoir le dire, aux moyens, tant en hommes qu'en matériels, que les Nations Unies ont mis - et mettent encore - à la disposition du pays pour redresser la situation. Les postes congolaises en sont maintenant arrivées au stade où, si l'on veut bien suivre



les conseils qui font l'objet du chapitre N° 2 de cet exposé, elles pourront faire à peu de frais et rapidement des progrès considérables qui la hisseront, postalement parlant, au niveau des pays africains les mieux organisés. Il reste cependant à éliminer les défauts et à combler les lacunes que je vais énumérer.

#### B. Défauts et lacunes

##### 1.2 - Loi fondamentale.

Les compétences du pouvoir central ne sont pas délimitées d'une façon suffisamment claire et précise dans l'actuelle Loi fondamentale (art. 219). Dans le domaine purement technique, il va de soi que l'administration postale doit être régie de façon uniforme sur l'ensemble du territoire et que, seuls, le Ministère des postes et télécommunications et la Direction générale des postes peuvent être habilités à donner des ordres valables pour tout le pays.

Le personnel doit, pour bien remplir sa tâche, satisfaire à des conditions imposées aussi bien pour le recrutement et l'avancement que pour l'instruction professionnelle. Il est évident qu'elles doivent, elles aussi, être les mêmes pour tous et qu'elles ne peuvent différer selon les provinces. Il faut aussi que la Direction générale et les Directions régionales puissent disposer des agents au gré des nécessités du service et les transférer d'une région à l'autre ou à l'intérieur d'une région. Pas plus que dans les questions techniques, l'ingérence d'autres Ministères et des autorités provinciales ne saurait être admise dans les affaires de personnel.

A part la question des compétences, la plus importante, des articles nouveaux de la Constitution devraient traiter de la régle des postes et des principes fondamentaux à suivre, par exemple en matière de tarifs et de gestion financière.

##### 1.3 - Législation postale.

L'absence d'une loi sur l'organisation des postes congolais est une grave lacune. Cette loi devrait définir les grandes lignes de cette organisation, préciser le rôle de l'administration postale vis-à-vis du pays, énumérer les branches d'activité de la poste,



fixer les principaux tarifs, l'étendue de la régie des postes et de la franchise de port, les compétences du Ministère des postes et télécommunications dans le domaine postal et celles de la Direction générale des postes, le siège de ces deux autorités, le nombre et le siège des Directions régionales et traiter de la responsabilité de l'administration des postes vis-à-vis des tiers.

1.4 - Tomes I à VI et règlements divers.

Ils doivent être refondus entièrement et être adaptés, en particulier, à la nouvelle structure politique du pays.

1.5 - A l'échelon de la Direction générale des postes.

Parmi les défauts qui gênent beaucoup le fonctionnement de la poste, je dois citer à l'échelon supérieur:

- le changement trop fréquent de l'organisation et des cadres
- la définition inexistante ou insuffisante des compétences et obligations de service de chacun
- l'affectation de fonctionnaires gradés à des postes pour lesquels ils ne sont pas préparés
- le manque de connaissances et d'autorité de certains chefs
- l'absence fréquente du sens de la responsabilité et de l'esprit d'initiative
- le manque de rigueur dans la gestion des services financiers comme, par exemple, celui des timbres-poste
- le relâchement de la discipline du travail, les absences injustifiées, le manque de ponctualité
- les interventions abusives du personnel auprès du Ministre et des Directeurs
- l'abus des copies, les bureaux étant inondés d'une paperasse inutile.

On relève en outre, à la charge de la Direction générale, qu'elle ne répond pas clairement, que tardivement ou pas du tout, aux demandes



qui lui sont adressées par les Directions régionales. C'est une manière de traiter les affaires qui laisse la plus fâcheuse des impressions.

1.6 - A l'échelon Direction régionale des postes.

Ici, les constatations faites sont généralement meilleures. Cependant, le rôle des Directions régionales, leurs compétences et celles du personnel qui y est rattaché doivent encore être définis clairement.

Le fait que les bureaux de poste dépendant de la Direction régionale sont politiquement rattachés à différentes provinces créent des complications sans fin. Des Ministres des P et T provinciaux donnent des ordres contraires à ceux des Directeurs régionaux, recrutent des agents, s'opposent aux transferts ordonnés, bref mettent les bâtons dans les roues sans que l'on signale une intervention quelconque du pouvoir central.

1.7 - Exploitation proprement dite.

D'une manière générale, les rapports sont concordants sur ce point, la poste fonctionne assez bien, quelquefois même bien.

On ne signale que deux cas de dépêches encore en souffrance.

Les échanges de courrier se font régulièrement encore quo dans maints endroits ils soient entravés par des destructions de ponts, des routes inondées, le manque de combustible ou d'autres causes. Ici et là des transporteurs privés, liés par contrat avec l'administration, ne veulent plus assurer le service parce qu'ils ne sont pas payés depuis fort longtemps. Les 24 véhicules remis gracieusement par l'Allemagne fédérale aux postes congolaises ont rendu des services inappréciables; il est regrettable qu'ils soient souvent utilisés à d'autres fins, comme c'est le cas à Léopoldville chaque dimanche et à Luluabourg, ceci malgré les ordres formels du Ministère (lettre N° 197/CAB/PTT/III du 19 janvier 1963).

De nombreux bureaux, dont quelques perceptions importantes comme Tshikapa, qui ont été pillés, n'ont pas été remis en état.



La poste fonctionne tout de même mais dans des conditions de sécurité précaires ou inexistantes. Un peu partout, rien n'ayant été fait depuis l'accession du pays à l'Indépendance, les bâtiments postaux ont besoin de réparations urgentes. La totalité, ou peu s'en faut, des machines de bureau sont en panne.

La baisse du trafic intervenue après les événements de 1960 a eu pour conséquence que, dans certaines perceptions, les fonds à disposition de la poste n'ont pas permis de satisfaire les besoins du public en matière de paiements. A Stanleyville, en avril 1963, il n'y avait pas suffisamment d'argent en caisse pour le paiement des salaires du personnel. Les demandes de fonds adressées à la Direction générale ne sont satisfaites qu'avec beaucoup de retard.

Les inspections comptables des perceptions ne peuvent être faites au rythme nécessaire, soit que la sécurité des contrôleurs n'est pas garantie ou que les transports sont interrompus ou impossibles. On note une augmentation alarmante des déficits de caisse parce que de nombreux éléments douteux n'ont pas été éliminés ou parce que le service est effectué par des agents insuffisamment qualifiés.

Par suite de l'augmentation de la population indigène, la création de nouvelles sous-perceptions et bureaux auxiliaires s'avère nécessaire. Elle peut cependant attendre.

#### 1.8 - Personnel.

Je touche là à un point capital. La situation administrative de la grande majorité des agents n'est pas réglée, des questions très importantes de traitements, salaires et indemnités ne sont pas tranchées, parfois depuis des années. Un grand nombre de postiers remplissent des fonctions plus élevées que celles pour lesquelles ils sont rétribués.

Un mécontentement grandissant sourd parmi le personnel qui, voyant sa situation empirer, ne travaille plus avec l'élan désirable et ne respecte pas volontiers ou pas du tout la discipline du travail, qui devrait être stricte. Le personnel soumis au statut de la Fonction



publique est insuffisant alors que celui qui est engagé par contrat est pléthorique, ce qui n'empêche pas que souvent, dans l'ensemble, les effectifs ne soient incomplets. Des postes élevés ne sont pas occupés ou le sont par des incapables. Quelquefois, ce sont les ministères provinciaux des P et T qui placent leurs protégés dans les perceptions alors que le recrutement devrait être du ressort exclusif de la Direction générale. On note également que le personnel engagé par contrat est quelquefois rétribué selon les normes fixées pour le personnel provincial. Le paiement des salaires a lieu irrégulièrement. L'envoi de boursiers à l'étranger et le transfert temporaire de nombreux agents de l'intérieur à l'Ecole nationale des postes à Léopoldville se font sans plan préalable, ce qui a pour résultat que trop de fonctionnaires gradés doivent abandonner simultanément leurs postes.

J'ai déjà parlé de la discipline très relâchée, quelquefois à l'échelon le plus élevé. Il faut regretter à ce sujet que des sanctions disciplinaires sévères ne soient pas prises ou, lorsqu'elles le sont, qu'elles ne soient pas appliquées.

Un des problèmes les plus urgents à résoudre est celui de l'enseignement professionnel à tous les échelons car, partout, on se plaint de l'insuffisance des connaissances de la plupart des agents.

Je voudrais encore relever parmi les points non satisfaisants l'absence d'un véritable service social.

## Chapitre N° 2

### Comment remédier aux insuffisances et lacunes actuelles

Celles que j'ai relevées dans l'organisation des postes congolaises sont nombreuses, mais leur élimination ne présente pas le même degré d'urgence.

Je propose ci-après, dans l'ordre où ils doivent être administrés, les remèdes qui permettront de supprimer progressivement les défauts signalés. Mais, j'insiste sur ce point, si la solution de quelques problèmes



relativement minours peut être tant soit peu retardée, on revanche, il faut s'attaquer tout de suite aux maux qui minent l'édifice.

## 2.1 - Régularisation de la situation administrative du personnel.

C'est le problème N° 1 et il doit requérir l'attention toute particulière du Ministère et de la Direction générale. Le but à atteindre est d'obtenir que l'administration des postes ait la plus grande autonomie possible en matière de personnel, qu'elle soit compétente aussi bien pour le recrutement, le paiement, le licenciement et l'enseignement professionnel de ses agents que pour les promotions et nominations. Toutefois, pour les postes très élevés, le droit de nommer serait réservé, suivant le cas, au Chef de l'Etat, au Conseil des Ministres ou au Ministère. La situation actuelle est intenable. Il est inadmissible que les nominations se fassent attendre si longtemps, que de nombreux postes restent sans titulaire, et que des agents occupent pendant des mois, sinon des années, une fonction plus élevée que celle pour laquelle ils sont rétribués et ne soient pas indemnisés.

Le système du commissionnement est mauvais et doit être aboli car, ou bien une place est vacante et il faut en nommer rapidement le titulaire, ou bien, pour une raison ou une autre, celui-ci doit être remplacé pendant une brève période et alors l'indemnité de fonction suffit. Le passage d'agent sous contrat à celui d'agent sous statut doit intervenir beaucoup plus tôt qu'actuellement; en outre, cette catégorie d'employés doit être rétribuée partout d'une façon uniforme. En résumé, des réformes profondes sont nécessaires qui ne pourront être appliquées que lorsque l'administration des postes sera beaucoup plus indépendante vis-à-vis de la Fonction publique.

Certes, les principes essentiels concernant le personnel resteront inscrits comme jusqu'ici dans le statut de la Fonction publique. Mais un règlement spécial devra être élaboré qui contiendra toutes les dispositions propres aux agents postaux. Un expert y travaille d'arrache-pied en même temps qu'il jette les bases d'un service du personnel. Dès qu'il sera suffisamment



avancé dans ces travaux, il faudra intervenir vigoureusement auprès de la Fonction publique pour obtenir l'autonomie dont je viens de parler et sans laquelle des troubles sociaux seront toujours à craindre.

Ensuite il sera facile de régulariser rapidement la situation administrative de chacun. Il faudra, premièrement, fixer l'organisation, trop souvent modifiée ces derniers temps, de la Direction générale, ses effectifs et ceux de chaque Direction régionale, perception, sous-perception et bureau auxiliaire, puis procéder aux nominations en commençant par les cadres, qui devront désormais satisfaire aux conditions d'avancement fixées dans le règlement, et engager le personnel manquant. Ce n'est que lorsque cette mise en place sera terminée que l'on pourra s'attendre à trouver une meilleure atmosphère de travail et un personnel plus satisfait de son sort. Il sera dès lors possible de lutter efficacement contre l'absentéisme et l'inobservation de l'horaire de service, ces deux plaies des postes congolaises, d'imposer une discipline plus stricte et d'obtenir un rendement plus élevé.

Je conseille vivement de n'affecter à un poste élevé que des agents ayant prouvé leurs valeurs morale et professionnelle et préparés pour la tâche qui leur sera confiée. Ce choix fait, il faudra éviter à tout prix les changements d'origine politique qui perturbent le service. Il conviendra aussi, dorénavant, de veiller à ce que le fonctionnaire choisi ait l'esprit d'initiative et le sens de la responsabilité, deux qualités faisant souvent défaut au Congo où l'on a tendance, d'une part, à ne s'occuper que des affaires courantes sans voir que d'importants problèmes restent à résoudre, d'autre part à laisser à d'autres le soin de traiter les affaires ennuyeuses ou difficiles. Je signale en passant l'abus que commettent certains chefs à l'échelon le plus élevé en confiant à des experts ONUC le soin de rédiger des rapports ou de préparer des discours, procédé auquel je m'opposerai désormais. Or, comment feront ces mêmes fonctionnaires lorsque les conseillers seront partis. Les supérieurs doivent, dans leur propre intérêt, faire eux-mêmes leur travail mais ils peuvent, bien entendu, requérir l'assistance de l'expert, lequel est prêt à donner tous les conseils voulus.



Dans une seconde étape, il s'agira de fixer, de façon claire, d'abord les compétences des chefs puis les obligations de service de chacun.

Une division du travail bien réglée doit entraîner une diminution sensible des interventions abusives du personnel et des particuliers auprès du Ministre et des Directeurs. Les fonctions et surtout les compétences de chacun étant bien définies, il sera possible de supprimer les copies que l'on envoie sans motif un peu partout et qui alourdissent l'appareil administratif.

Lorsque les postes congolaises en seront à ce stade, elles auront déjà accompli un sérieux pas en avant dans la voie du progrès.

## 2.2 - Loi fondamentale.

Il ne peut y avoir de véritable administration postale sans une solide base législative, complétée par des règlements adéquats.

Comme je l'ai déjà dit, la Loi fondamentale doit être complétée ou modifiée de telle façon qu'il apparaisse clairement que le service des postes dépend uniquement du gouvernement central. L'existence de Ministères provinciaux des postes et télécommunications est un non-sens et ne peut être tolérée. Je doute d'ailleurs fort qu'ils puissent avoir une activité quelconque, sinon celle de contrecarrer l'action du Ministère et de la Direction générale des postes. Se représente-t-on d'autre part la position du Directeur régional des postes qui, à tout propos, devrait prendre l'avis de 3, 4 ou même 5 Ministres provinciaux! Rien, absolument rien, ne justifie le maintien de ces ministères provinciaux P et T qui, je le répète, doivent disparaître.

Le gouvernement central doit, par ailleurs, disposer de moyens lui permettant d'imposer sa volonté partout.

## 2.3 - Loi sur les postes.

J'ai déjà indiqué sous N° 1.3. ce que devrait contenir cette loi dont la préparation ne pourra être entreprise que lorsque la



Loi fondamentale aura été acceptée par le Parlement. C'est un travail de longue haleine qui ne pourra être confié qu'à un juriste, assisté de techniciens postaux.

#### 2.4 - Tomes I et VI et règlements spéciaux.

La refonte de ces règlements ne pourra intervenir que lorsque la Loi fondamentale et la loi sur les postes seront sous toit et après seulement que le congrès de l'Union postale universelle, qui doit se tenir en 1964 à Vienne, aura eu lieu.

#### 2.5 - Autonomie financière.

Cette question a déjà été souvent débattue et tous les experts qui se sont penchés sur elle sont unanimes à déclarer que le système actuel ne peut être maintenu. Comme dans les affaires du personnel, l'administration postale doit obtenir une large autonomie, établir elle-même son budget et ses comptes, le Ministère des Finances conservant évidemment un droit de regard et de contrôle. Personne, actuellement, ne peut dire quelle est la situation financière des postes congolaises. Est-elle bonne ou mauvaise, on n'en sait rien. Il s'agira de procéder dans ce domaine comme dans celui du personnel, c'est-à-dire créer d'abord un service des finances et ensuite seulement intervenir auprès du Ministère compétent. Cependant, comme les nombreuses tâches qui attendent les postes congolaises ne peuvent toutes être entreprises simultanément, il sera prudent d'attendre que les questions du personnel soient réglées pour s'attaquer ensuite au problème financier.

#### 2.6 - Gestion des fonds.

C'est un point auquel il faut donner une grande importance. Les contrôleurs des postes affectés aux Directions régionales doivent être choisis avec le plus grand soin et leur probité être exemplaire. Des sanctions disciplinaires sévères, allant jusqu'au licenciement pur et simple, seront prises contre les agents qui disposent des



fonds postaux et contre ceux dont la gestion financière n'est pas exemplaire. Il en sera de même des agents malhonnêtes. C'est à ce prix que l'on rétablira la confiance dans les postes congolaises.

2.7 - Inspection des perceptions.

Elle doit avoir lieu partout, régulièrement et méthodiquement, malgré les oppositions à caractère politique qui se manifestent ici et là. La Direction générale doit imposer sa volonté sur tout le territoire en se faisant appuyer au besoin par l'armée, la gendarmerie ou la police ou en prenant, le cas échéant, des mesures draconiennes, telles que fermeture de la perception. La politique qui consiste à tolérer que des ordres émanant de la Direction générale ou même du Ministère ne soient pas suivis est une politique de faiblesse qui doit cesser.

2.8 - Demandes de fonds adressées à la Direction générale.

Pour raccourcir les délais de livraison, chaque Direction régionale et même certaines perceptions devraient pouvoir traiter directement avec les succursales locales du Conseil monétaire, y faire leurs versements lorsqu'elles ont des fonds en excédent et leurs prélèvements lorsqu'elles en manquent.

2.9 - Enseignement professionnel.

Un des premiers soucis de la Mission-poste a été de réorganiser cet enseignement dont les postes congolaises pourront tirer le plus grand profit. L'Ecole Nationale des postes à Léopoldville fonctionne, des Bureaux-écoles ont été ouverts dans chaque région postale. Dans quelques jours, deux cahiers vont paraître qui traitent de la matière enseignée dans ces établissements. Mais il y a encore beaucoup à faire. Les conditions à remplir pour être admis dans ces écoles, le programme des examens auxquels les candidats et les participants devront se soumettre, la durée des sessions et l'époque à laquelle elles auront lieu, restent à fixer.



Plusieurs experts ont déjà poussé activement les travaux préparatoires auxquels ont collaboré étroitement des Congolais. Il s'agit maintenant de poursuivre la tâche entreprise avec, comme but à atteindre, la formation d'une véritable élite postale congolaise qui assurera, petit à petit, la relève des cadres actuels dont beaucoup n'ont pas été suffisamment instruits. Mais il faudra veiller aussi à ne pas tomber dans l'excès contraire qui consisterait à former plus de cadres que nécessaire, ce qui provoquerait non seulement des dépenses superflues et du temps de perdu mais aussi le mécontentement bien compréhensible de ceux qui, s'étant astreints à de grands efforts, n'en seraient pas récompensés. C'est dire que, chaque année, un plan de recrutement et d'instruction bien étudié devra être établi qui permettra de déterminer le nombre des agents à recruter et celui des futurs cadres à former.

Ces considérations sont aussi valables pour les stagiaires à l'étranger. A mon avis, ne devraient bénéficier de bourses que les éléments les plus doués et dont on présume qu'ils devront occuper par la suite un poste supérieur. Il va sans dire que les candidats ne seront choisis qu'après des épreuves de sélection sévères, de façon à éviter tout favoritisme.

Le remplacement des experts étrangers qui, actuellement, dispensent l'enseignement professionnel à tous les échelons doit faire l'objet de la sollicitude de l'administration postale. Déjà quelques Congolais de valeur leur ont succédé; il faut en trouver encore d'autres, parmi les anciens stagiaires et élèves de l'Ecole nationale des postes, pour occuper les autres postes disponibles. Au début de 1965, l'enseignement professionnel doit passer entièrement dans les mains des Congolais.

#### 2.10 - Problèmes d'exploitation.

Ils sont nombreux mais leur étude ne présente pas la même urgence que ceux dont je viens de parler. Cela ne signifie cependant pas qu'ils doivent être négligés.

L'échange des courriers ira en s'améliorant, au fur et à mesure que les liaisons fluviales, ferroviaires et routières, seront rétablies.



Mais dans ce domaine également, on constate souvent un manque d'initiative. Les responsables doivent s'efforcer, lorsque les voies d'acheminement normales sont interrompues, d'en trouver d'autres et se mettre en tête que, même par conditions difficiles, le courrier doit être transporté le plus rapidement possible.

Un service de la Direction générale doit être chargé de remettre à jour tous les contrats de transports conclus avec des sociétés, entreprises et particuliers, et, ensuite, de faire payer sans tarder les indemnités dues. Un expert collaborera volontiers à cette mise au point. Sans les véhicules fournis par l'Allemagne fédérale, les postes congolaises connaîtraient les pires difficultés. Les responsables sont-ils conscients du fait que ces camions et camionnettes ne dureront pas éternellement et que, par conséquent, il faut d'ores et déjà penser à leur remplacement et prévoir l'amortissement nécessaire? Se rendent-ils aussi compte que si l'on veut les utiliser le plus longtemps possible, ils ne doivent sous aucun prétexte servir au transport privé de personnes et de marchandises. Dans ce domaine aussi, je m'étonne qu'un responsable n'ai pas été chargé de la surveillance de ces véhicules et que le personnel puisse en disposer si librement. J'ose espérer que les ordres nécessaires seront donnés prochainement.

Il faut aussi prévoir, dès maintenant, l'achat de nouveaux véhicules, pour des perceptions qui en sont dépourvues et pour quelques contrôleurs des postes qui ne disposent pas de moyens commodes pour se rendre à l'intérieur de leur circonscription.

Je propose la création, à la Direction générale, de deux services distincts, l'un devant s'occuper de la construction de nouveaux bâtiments, de la réfection et de l'entretien des anciens, l'autre de l'achat et de la réparation des machines de bureau. Si l'on songe que, depuis 1960, plusieurs machines à oblitérer sont inutilisables seulement parce que le millésime manque, on doit admettre qu'il est temps de remédier à ces lacunes. Quant au nombre des bâtiments qui menacent ruine ou qui ont un urgent besoin de réparations, il est toujours plus grand puisque rien n'a été fait depuis le jour de l'Indépendance.



Conclusion

Le tableau que je viens de brosser peut paraître noir. Certes, j'ai relevé surtout les points négatifs car le rôle de la Mission-poste est précisément de les découvrir et, ensuite, de proposer une solution pour les éliminer.

Je tiens, à ce propos, à assurer les dirigeants des postes congolaises que tous les experts ONUC sont venus au Congo avec la volonté bien arrêtée d'aider ce pays et de le faire bénéficier de leur expérience et de leurs conseils. Je forme donc le vœu que l'administration postale congolaise ait très souvent recours à ces conseillers, qu'elle profite au maximum de leur présence et atteigne ainsi rapidement un degré de perfection tel qu'il lui permette de se passer entièrement de l'aide étrangère qui ira maintenant en diminuant pour cesser à fin 1965.

Je souhaite encore, pour terminer, que les remèdes proposés soient appliqués, que les conseils donnés soient suivis, et je m'empresse d'ajouter que mes collaborateurs et moi-même nous tenons à votre entière disposition pour vous seconder dans l'application des mesures préconisées. Vous m'obligeriez beaucoup, Monsieur le Ministre, en m'indiquant quelle suite vous avez l'intention de donner à ce rapport dont je serais heureux de pouvoir discuter les termes avec vous.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de ma haute considération.

Le Chef de la Mission Poste ONUC

J. Ulrich



JUNE 1963

MISSION

Gilpin

Africa Inland Mission, P.O. 12  
Biangara, Rep. du Congo  
May 22, 1963

40-12

United Nations  
Leopoldville

Dear Sirs:

Would it be possible for you to see what can be done about the constant disappearance or prolonged delays of parcel post boxes sent from America? We have no way of getting supplies for our families. They are impossible to obtain here. Even materials that we can buy here are usually outrageously expensive and when they are washed once they are no longer fit to wear. The Greeks tell us that they buy everything on the black market now and hence have these terrible prices. Even so, the majority of what we need for our school children and ourselves just is not available at any price in this country. We only get to cities such as Boma and Paulis about once a year. When they do get something worth buying it is gone so fast that we seldom see it.

The missionaries represent quite a large "Peace Corps" in this country and have done their best to establish friendly and peaceful relations for at least 30 years...long before the battle for the Congo was thought of. I think the majority of the Congolese have and do appreciate this. We stayed here all through the crisis and found that everywhere we traveled, angry soldiers with guns pointed at us, would relax and be very friendly when we told them that we were American Protestant missionaries...except when they were drunk.

However it is extremely difficult for all of us to carry on here when we cannot get supplies that we really need. Even our doctors and hospitals find it difficult to keep supplied. (They seem to have a better supply of necessary drugs usually than the State hospitals do though. They order via Uganda I believe). If we have parcels sent to us in Uganda we must pay terribly high customs, often more than the 7% they are said to charge. We even pay on green label packages. I paid \$1.50 for about \$4.50 worth of yard goods, sent green label. Those are not supposed to be dutiable. Our missionaries pay \$35 or more on a \$100 Ward order. That added to the postage makes it very difficult for us to manage on our limited incomes. We have very small incomes and 1/3 to 1/2 of it goes to the education of our children and transporting them the long distances to and from school. We live 410 miles from one of their schools and 1000 from the other one. The roads are bad, parts are hard to get and our car is a constant expense and problem as a result of the long trips. However we are very grateful and continually marvel at the Lord's provision for needed parts often from the most unexpected sources in answer to prayer. Sometimes another missionary has a duplicate part or some wrecked car near-by, etc.

On March 25th I received boxes sent in Sept, Oct, Nov and Dec...all our Christmas boxes, food parcels, and used clothing. Some took 6 months, some 5, 4 and finally one small parcel, only 6 months. People have tried to help us get things we need quickly by sending them first class in manila envelopes. Postage is high but that used to come in two months. Now it takes from 4 to 6 months and some are stolen. Sometimes boxes are stolen and many other times some of the contents are removed and some of it comes through. One missionary paid 5000 francs duty on a Sears order and over half of it was stolen out, including all the shoes for her children. The shoes



were badly needed. We cannot ordinarily find suitable shoes in the right sizes for our children even in Bunia. Bata shoes are cheaply made but we would by them if they were available. Some very cheap locking sandals were available here in town recently at 200 francs a pair!!!

Our doctor at Oicha ordered sheets for the hospital and clothing they needed for themselves. The sheets were stolen out and also his pyjamas and a few other things. One missionary decided since we had shoes stolen in the mail, they would have people send one box with just one of each pair in it...later they would send the other one. They received one shoe for each member of the family in January and the last I heard the matching shoe has never appeared.

Magazines even come 3 or 4 months late and then 4 monthly issues come the same day. That is all right, so long as they come at all. It is the necessary provisions for our family that I am concerned about. When you wait six months on a clothing and shoe order for your family and then half of it is stolen, you have to wait another 4 to 6 months before there is any hopes of getting what they urgently need right away. There is back worm and another tiny insect we call jiggers, that burrow into the feet and lay eggs. We cannot let the children go barefooted because of this and also because they are in a cold mountainous climate where they go to school. It rains a lot and shoes need to be sturdy to last. There are lots of rocks and lots of mud and they get rough wear.

I don't know if you are able to do anything about the postal system or not. Someone said the finances of the country would never improve until there were reliable men in the offices of douan. Fair duties imposed on incoming goods would add to the economic stability of the country. Usually we only have to pay 10 francs duty on our boxes when we get them. We would be glad to pay 10% or so or whatever rate we paid before independence if we could be sure of getting them. 30% is terribly high if those things are not made available in the country you are living in, at fair prices.

My second question is this. Is there any opportunity for training in mechanics and are their job opportunities in Stanleyville or Leopoldville for a young malate that comes here to our church. He is a hard worker, conscientious and honest, with a very good reputation in this town. He does not drink and is very dependable. He speaks English very well, also French, Bangala and Swahili. He was educated through 6th grade in an American school for Malates. He has never had an opportunity to further his education but he studies on his own. He has mechanical books from America and he has a job repairing both diesel and gasoline motors for oil refineries here. He is only 20 and single. But there is no opportunity for further training here or advancement. He is seriously considering trying to go to Kampala to further his training as he is quite at home in the English language and likes it. There is no future for him here. What would you advise? Is there opportunity for him in Stanleyville perhaps. I read in a U N book that they need men who know English at the airports. I would add that he is not an A student except in mechanics. His other subjects were sometimes difficult for him but he does very well in English.

Thank you very much.

Sincerely yours,



10-12

~~SECRET~~

Inter-Office Memorandum

21 May, 1963

To: Mr. J. Ulrich, Senior Postal Adviser  
From: A. C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations  
Subject: Postal services in South Kasai

The following is an extract from a cable just received from Mr. Packham, regarding postal services in South Kasai and censorship of telegrams and letters in both Bakwanga and Luluabourg:

"Postal Expert Gnaegi recently visited Bakwanga and has raised question of posting UN expert there to train personnel. There are up to 4 months delay in payment of salaries. All credits for South Kasai postal service still go to Lulu. Bakwanga is short of forms of various kinds and receives no response to its numerous demands.

South Kasai Government (not postal authorities) has withdrawn stamps printed during Kalonji régime and declared illegal. It seems that censorship of telegrams and letters is being operated both at Bakwanga and Lulu."

I shall appreciate your comments, as well as an indication of such action as you are able to take in respect of the points raised.

cc: Mr. Packham, Luluabourg  
Prof. Badre  
Mr. Cederwall



NNNN

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
<i>copy</i>	

RECEIVED  
20 MAY 1963

INFO. COPY *Mr. Giffin*

Action To *Mr. Ahmed*  
File No.

21020

*ORG 130/1/3 caca*

M

UC119

4UC9 6 045

FF4UC75

DE 4UC9 6 045/20

FM ONUC LULU

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS CIV 1554 AHMED FROM PACKHAM.

1. W.H.O. DOCTOR ZEFIREIN ARRIVED LULU TO ASSUME DUTY AND DOCTOR SCALZO AND MISS AESCHBACHER LEFT LEO TO PROCEED ON LEAVE MAY 16. SENIOR CUSTOMS ADVISER NIEHOFF RETURNED TO LEO MAY 18. CHAOULOFF LEFT FOR LEO MAY 19. POLICE EXPERT RYAN ARRIVED LULU TODAY 20.

2. POSTAL EXPERT GNAEGI RECENTLY VISITED BAKWANGA AND HAS RAISED QUESTION OF POSTING UN EXPERT THERE TO TRAIN PERSONNED. THERE ARE UP TO 4 MONTHS DELAY IN PAYMENT OF SALARIES. ALL CREDITS FOR SOUTH KASAI POSTAL SERVICE STILL GO TO LULU. BAKWANGA IS SHORT OF FORMS OF VARIOUS KINDS AND RECEIVES NO RESPONSE TO ITS NUMEROUS DEMAND  
3. SOUTH KASAI GOVERNMENT (NOT POSTAL AUTHORITIES) HAS WITHDRAWN STAMPS PRINTED DURING KALONJI REGIME AND DECLARED ILLEGAL.

4. IT SEEMS THAT CENSORSHIP OF TELEGRAMS AND LETTERS IS BEING OPERATED BOTH AT BAKWANGA AND LULU "

BT

CFN CIV 1554 1 16 18 19 20 2 4 3 4

20/1637Z MAY 4UC9 6





ACG/Rcm

Civ.Ops.203/63

18 mai 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre CAB/XV/MF/MC en date du 25 avril 1963 concernant le recrutement d'experts postaux de nationalité belge.

Je crois comprendre que la question du recrutement d'experts belges au titre du Programme belge d'assistance technique est actuellement en cours de négociation avec le Bureau de la Coopération économique du Cabinet du Premier Ministre. Je me permets donc de vous suggérer d'adresser votre demande à ce Bureau afin qu'il puisse en tenir compte dans ces négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

S. Habib Ahmed  
Chef des Opérations civiles

Son Excellence  
Monsieur F. Mungamba,  
Ministre des Postes,  
Télégraphes et Téléphones,  
Ministère des Postes et  
Télécommunications,  
Léopoldville.

cc. Prof. Badre  
Mr. Ulrich



ACG/et

For translation into French

203

Draft from Mr. Ahmed

To the Ministry of Post and Telecommunications - Mr. F. MUNGAMBA

OK  
mm  
17/5

Monsieur le Ministre,

I have the honour to refer to your letter of 25 April reference CAB/XV/MF/MC regarding the recruitment of Belgian Postal Experts.

I understand that the ~~these~~ question of recruitment of Belgian experts in general under the Belgian Technical Assistance Programme is at present being negotiated with the Bureau of Economic Coordination in the office of the Prime Minister. May I therefore suggest that you refer your need for this assistance to the Bureau of Economic Coordination so that it may be taken into account in these negotiations.

cc: Professor A. Badre  
Directeur du Bureau de Coordination Economique

Mr Ulrich





MINISTÈRE DES POSTES ET  
TÉLÉCOMMUNICATIONS

CABINET DU MINISTRE  
B. P. 800

Léopoldville, le 25 /4/1963.-

(I) N° 1638 /CAB/XV/EF/MC

MAY 8 1963  
ACTION

TO: Mr. G. J. J. J.  
1 .....  
2 .....  
3 .....  
☐ - Action Completed  
☐ - Acknowledged  
☐ - No Action Required  
INITIALS .....

10-12

A Monsieur le Chef des Opérations  
Civiles O.N.U.C.  
Building Royal  
à LEOPOLDVILLE/KALINA.-

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

Recrutement experts  
Postaux O.N.U.C.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Afin d'activer le rétablissement des opérations postales sur l'ensemble du territoire de la République du Congo, l'Administration des Postes a un besoin urgent de techniciens et experts étrangers hautement qualifiés (Curriculum Vitae).-

Notre préférence va à des éléments qui, par leurs qualités professionnelles et leurs connaissances approfondies des techniques postales congolaises, pourront le mieux contribuer à redresser une situation toujours déficiente.-

Dans votre lettre du 7 mars 1962 et celle en date du 7 septembre 1962 de Monsieur Godfrey K.J. AMACHREE, Sous-Secrétaire chargé des opérations civiles au Congo auprès les Nations Unies à New-York, adressées à Monsieur le Dr. WEBER, Directeur du Bureau International de l'Union Postale Universelle à Berne, avait été notifié l'accord des Nations Unies quant à la nécessité pour l'Administration des Postes congolaises de pouvoir disposer de techniciens-experts ONUC de nationalité belge ayant une large expérience des particularités et exigences du Service postal congolais.-

L'effectif en techniciens ONUC dont dispose le service postal est comme suit :

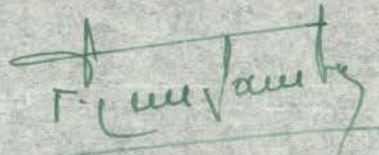
Suisse	= 10 unités
France	= 6 unités (2 annoncées)
Tunisie	= 1 unité
Allemagne	= 1 unité (annoncée)
Belgique	= 2 unités



Par conséquent, sur l'insistance toute spéciale de Monsieur le Directeur-Chef de Service des Postes et de ses collaborateurs immédiats, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en ce qui concerne le recrutement futur d'experts postaux dans le cadre de l'assistance technique ONUC, je vous prie de bien vouloir marquer votre accord pour que la priorité soit donnée aux experts de nationalité belge.-

Avec mes remerciements anticipés pour tout ce que vous pourrez faire dans tous les domaines au bénéfice du Service des Postes congolais et spécialement pour le recrutement d'experts compétents, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef des Opérations civiles, l'assurance de ma haute considération.-

LE MINISTRE DES P.T.T.



F. MUNGAMBA.-





*M. Le Beau*



*C/PER 000 (1-28)*

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Siège:** Berne (Suisse), Schosshaldenstrasse 46

**Adresse postale:** Case Berne 15 (Suisse)

**Adresse télégraphique:** Upu Berne

**Chèques postaux:** Compte III 820

**Téléphone:** (031) ~~44 06 21~~ 44 06 21

Par avion

Monsieur le Ministre Khiari  
Chef des opérations civiles ONUC  
Boîte postale 7248

Léopoldville  
République du Congo

NOTRE RÉFÉRENCE: *C 1009*

BERNE, le *22* mars 1962

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 7 mars courant, par laquelle vous confirmez l'entretien que nous avons eu lors de mon passage à Léopoldville et précisez les besoins actuels du Congo les plus urgents en matière postale.

Dès mon retour à Berne, la semaine passée, j'ai immédiatement entrepris des démarches pour recruter des experts. Je m'efforce également de trouver un Chef de mission Poste ONUC, qui pourrait succéder à M. Le Saux, mais je ne crois pas que le remplaçant serait en mesure d'être à Léopoldville au moment du départ de celui-ci. Je pense pourtant que M. Emmenegger des PTT suisses, qui est sur place, pourrait assumer cette fonction à titre intérimaire.

En ce qui concerne la fourniture de fourgons et fourgonnettes, je suis en train de préparer certaines démarches pour trouver une solution, mais je tiens à relever dès maintenant que les délais de livraison sont assez longs.

J'ai beaucoup réfléchi aux constatations faites lors de mon passage au Congo, et après avoir visité les services postaux d'autres Administrations, je me suis rendu compte que l'organisation postale actuelle à Léopoldville ne permettrait jamais d'assurer un service impeccable. En effet, il y a 4 ministères qui s'occupent des questions postales (Postes et Télécommunications, Finances, Constructions, Transports). Malgré la meilleure volonté, le Directeur général ne connaîtra jamais clairement la situation financière de ses services et, de ce fait, n'est pas en mesure de les organiser d'une manière qui pourrait correspondre aux intérêts économiques du pays. Une entreprise de ce genre, même s'il s'agit d'un service d'Etat, doit bénéficier d'une certaine indépendance et les attributions y relatives doivent être concentrées entre les mains du Ministre des postes ou du Directeur général des services postaux. J'ai pu me rendre compte à Léopoldville qu'il y existe une dispersion des responsabilités en matière postale, comme ce n'est le cas dans aucun autre pays du monde. Je crois que vous-même, Monsieur le Ministre, étant donné votre compétence comme Chef des opérations civiles de l'ONUC et en raison surtout du prestige de votre personnalité, devriez attirer l'attention du Gouvernement congolais sur cette situation.

Tout en vous assurant de mon plein appui pour vous faciliter dans votre mission, notamment en ce qui concerne les services postaux au Congo (Léopoldville), je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur,

*Le Beau*



UNITED NATIONS    NATIONS UNIES  
NEW YORK

7 September 1962

Dear Dr. Weber,

I am directed by the Acting Secretary-General to acknowledge the receipt of your letter of 15 August 1962 and of the attached copy of your letter of the same date to Mr. Khiary, Chief of ONUC's programme of Civilian Operations, concerning the employment of experts of Belgian nationality in the postal services of the Republic of the Congo (Leopoldville).

As anticipated by you, the Acting Secretary-General agrees with your position and shares your interest in restoring to the maximum degree of efficiency postal communications in the various Congolese provinces.

It is hardly necessary for me to point out, however, that final decision on the nationality of the experts to be appointed under ONUC's Civilian Operations programme rests exclusively with the Congolese Government. Should the Government request that the existing vacancies in the postal system be filled by Belgian experts the United Nations will be glad to comply with the request. I am taking the liberty of sending a copy of this letter to Mr. Khiary.

Yours sincerely,

signed

Godfrey K.J. Amachree  
Under-Secretary in Charge of  
Congo Civilian Operations

Dr. Edouard Weber  
Director of the International Bureau  
Universal Postal Union  
Schosshaldenstrasse, 46  
Berne, 15 Switzerland



See Weber's reply  
of 16 Apr.

COPIE

Léopoldville, le 7 mars 1962

PS/CM/5

Monsieur le Directeur

Bureau International de l'Union  
Postale Universelle

BERNE

Monsieur le Directeur,

Comme suite à la visite que vous avez bien voulu me faire le 1er mars courant et à l'intéressant entretien que nous avons eu à cette occasion, j'ai l'honneur de vous confirmer que j'accepte très volontiers les offres de coopération que vous m'avez présentées au nom du Bureau International de l'Union Postale Universelle.

1. En premier lieu, vous m'avez proposé de participer activement au recrutement des Experts prévus au programme des Opérations Civiles de l'ONUC pour 1962, étant entendu que toutes les dépenses relatives à ces Experts (salaires, frais de voyage, indemnités, etc) continueront, comme par le passé, d'être supportées par le budget de l'ONUC.

Dans l'immédiat, il s'agit de recruter 6 Experts, conformément aux spécifications de la "Description de Postes" ci-jointe. Mais il faut aussi songer dès à présent à remplacer éventuellement des experts actuellement au Congo, dont le contrat vient à expiration dans un délai rapproché (mai et juin). Il serait donc nécessaire de susciter au moins une douzaine de candidatures valables, dans lesquelles il pourrait être puisé à mesure des besoins.

/...



Ainsi que je vous l'ai indiqué, ces experts devraient être recherchés dans des pays de langue française. Ce n'est qu'à défaut d'un nombre suffisant de candidatures qu'il sera fait appel à des fonctionnaires d'autres pays, la condition essentielle demeurant en tout état de cause, pour les candidats, une connaissance parfaite du Français.

Je vous confirme également que je ne vois pas d'objection à ce qu'une partie de ces Experts soient recherchés en Belgique. Mais toutes précautions devront alors être prises pour éviter que ces fonctionnaires ne viennent au Congo pour tenter d'y assumer, comme par le passé, des tâches d'administration directe. Il devrait être parfaitement entendu que, comme leurs collègues d'autres nationalités, ils auraient pour fonction exclusive de former et conseiller les fonctionnaires congolais.

Je vous signale en outre que, sur les 6 Experts à recruter immédiatement, il a déjà été demandé à la France de fournir 3 Instructeurs professionnels spécialisés. Des contrats officiels ont aussi été pris avec la Suisse.

2. Vous savez, d'autre part, que M. Le Saux, Chef de la Mission Poste, actuellement en fonctions, quitte le Congo dans un mois. J'examinerais avec intérêt les propositions de candidatures à soumettre au Gouvernement congolais que vous pourriez également me faire pour ce poste important.

3. Vous avez en outre proposé d'entrer en relations avec les autorités postales de pays de l'Union pour les amener à concéder des bourses de perfectionnement. Une dizaine de bourses de ce genre par an, à partir du second semestre de la présente année, permettraient en effet de compléter heureusement la formation sur place que nous avons entreprise.

4. Enfin, vous avez pu vous rendre compte sur place et dans vos entretiens avec le Ministre des Postes et Télécommunications de la grave pénurie de véhicules dont souffrent les Postes congolaises, notamment pour leurs transports urbains et suburbains.

A titre de première urgence, et étant entendu que les véhicules seraient affectés à la Poste pour son usage exclusif, les besoins seraient les suivants :

- 6 fourgons postaux d'environ 3 T. de charge utile
- 6 fourgons postaux d'environ 1,5 T. de charge utile
- 12 fourgonnettes de 500 K<sup>o</sup> environ.

Ces véhicules devraient être accompagnés de pièces de rechange, celles-ci étant actuellement introuvables au Congo, ce qui implique en particulier qu'autant que possible, il devrait s'agir d'un type unique de matériel dans chaque catégorie.



Avec mes remerciements anticipés pour ce que vous pourrez faire dans ces différents domaines au bénéfice des Postes congolaises, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma haute considération.

Le Chef des Opérations civiles,  
Md. Khiari

Copie à: Monsieur le Ministre des Postes et Télécommunications - Léo.

Monsieur le Directeur des Postes. B.P. 7948 - Léopoldville

Monsieur le Chef de la Mission Poste - ONUC - Box79.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

DESCRIPTION DE POSTES

Experts Poste et Services Financiers

Nombre d'emplois à pourvoir: 6

ATTRIBUTIONS

1. Effectuer dans les différentes Provinces du Congo des vérifications de bureaux de poste (organisation, caisse, comptabilité) et assister les Directeurs Provinciaux dans l'Administration de leurs circonscriptions.
2. Assurer la formation professionnelle du personnel en fonction des besoins (sur les lieux du travail, dans des Bureaux-Ecoles, ou à l'Ecole Postale), au niveau des débutants et des cadres moyens.

QUALIFICATIONS

Appartenir ou avoir appartenu, pendant plusieurs années, aux Services de direction d'inspection ou d'enseignement d'une Administration postale.

Connaître à ce niveau le service postal dans toutes ses parties:

- Service postal proprement dit: Poste aux lettres et Colis postaux
- Services financiers (mandats, chèques-postaux, opérations financières effectuées pour le compte d'autres Administrations).
- Comptabilité des bureaux de poste.
- Organisation générale des bureaux.

Posséder une grande expérience pratique dans toutes ces matières, notamment en ce qui concerne le contrôle.

o  
- - -  
o

Connaissance parfaite du Français indispensable.  
Durée initiale de la Mission: 6 Mois.

L'attention des candidats est appelée sur le fait qu'ils devront se rendre dans les Provinces, là où existent des conditions satisfaisantes de sécurité.



AB/jp

16 May

10-12

*file*

INFO. COPY *h Gilpin*

Headquarters New York  
Postal Services (your 55/22)

Action To.....  
File No.....

Your suggestion that MR. Rudolf Bubenheim would be a possible replacement for Mr. Georges A. Gnaegi is not clear to us. Mr. Bubenheim's candidature has been approved by the Government (see our cable 2863) against one of the three additional posts authorized by Mr. Amachree in his cable 984 of 2 February 1963 as a result of the assignment of 3 postal experts to South Katanga. Under these circumstances, we had assumed that recruitment of Mr. Bubenheim was underway. As you know, the two other posts have already been filled by Messrs. Jean Lacour and Walter Uebersax.

It would therefore be appreciated if you would kindly submit new candidates for the replacement of Mr. Gnaegi as requested in our AR 51/8.

*any*  
cc: MR. A.C. Gilpin  
MR. D. Ulrich



10-12

ACG/cc

CIV/CPS/150/63

14 May 1963

For : Mr. J. Amonoo  
Deputy Civilian Affairs Officer

From : A.C. Gilpin  
Deputy Chief of Civilian Operations

Subject : Your proposal to assign postal expert to KOLWEZI

Please refer to Mr. Ulrich's memorandum of 20 April to Mr. Ahmed regarding your proposal that a postal expert be assigned to KOLWEZI.

As noted in that memorandum, Mr. Ulrich requested Mr. Paillard, the postal expert stationed in Bville, to visit Kolwezi and report on the situation there. By now, you will have seen Mr. Paillard's report of 6 May to Mr. Ulrich. On the basis of this report, Mr. Ulrich is of the opinion that the postal service is operating very efficiently in Kolwezi and that there is no need to station an expert there.

cc: Mr. Ulrich



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

Réf.: 11.6.1.

JU/AS

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10-12

Léopoldville, le 13 mai 1963

A : M. S. Habib Ahmed, Chef des opérations civiles  
De : J. Ulrich, Chef de la Mission Poste, Léopoldville  
Objet : Service postal à Kolwezi

Je me réfère à votre mémo du 15 avril 1963 et à ma réponse provisoire du 20 du même mois et vous envoie ci-jointe une copie du rapport de M. D. Paillard, expert postal à Elisabethville, qui a inspecté à fond, avec un Congolais, la perception de Kolwezi.

Il résulte des renseignements très complets fournis par M. Paillard que le bureau postal de Kolwezi est bien géré et que la population, tant noire que blanche, est tout à fait satisfaite de la façon dont le service est exécuté.

Le Chef de la Mission Poste

J. Ulrich

MAY 13 1963

ACTION

Annexe : 1

TO:	<i>Mr. Gilpin</i>
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Action Wiedged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
INITIALS	



ACG/CC

10-12

L30 /63

14 May 1963

To : Mr. Godfrey K.J. Amachree  
Under-Secretary in charge of Civilian Operations in the Congo

From : S. Habib Ahmed  
Chief of Civilian Operations

Subject : Report of postal expert

...

I think you will be particularly interested in the attached report by Mr. Wild, one of our postal experts, on his recent journey into the interior in North Katanga.

It illustrates well the scope for initiative and an adventurous spirit in service in the Congo.

*Handwritten signature*

cc: Mr. Ghaleb  
Mr. Ulrich



7  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10-12

Albertville, 10 May 1963.

CIVOP/63/80  
GG/hal

TO: Mr. H. Ahmed, Chief of Civilian Operations, ONUC, Leopoldville.  
FROM: G.Ghaleb, Civilian Affairs Officer, ONUC, Albertville. *a. Ghaleb*  
SUBJECT: Report of Postal expert

Please find enclosed herewith copy of report presented by Mr. Wild, ONUC postal expert in Albertville, on his trip in different areas of this province from 9 to 26 April 1963.

Copy of this report has already been sent by Mr. Wild to Mr. J. Ulrich, Chief, ONUC Postal Mission in Leopoldville.

MAY 13 1963

ACTION

TO:	<i>H. Ghaleb</i>
1	.....
2	.....
3	.....
<input type="checkbox"/>	- Action Completed
<input type="checkbox"/>	- Action Wedged
<input type="checkbox"/>	- Action Required
11	.....



COPY

INFO. COPY

*Gilpin*

10-12

AB/ja

13 May

63

1. Mr. Ahmed - In A.  
2. File

HEADQUARTERS NEW YORK

Recruitment for Postal Services (Project No. 39-10-12)

1. The contracts of the following Postal Experts will expire on the dates indicated and they do not wish to extend their assignments:

WILD, Willi	5 August 1963
BRAISSANT, Georges	5 September 1963
EPERON, Paul	5 September 1963
GERVASI, Adriano	5 September 1963
PAILLARD, Daniel	5 September 1963

2. No replacement is required for Mr. Gervasi since he will have completed his mission by 5 September 1963. However the four other experts need to be replaced.

3. Replacement for Mr. Wild. We enclose two job descriptions since the new expert, like his predecessor, will have to perform these two functions. Kindly submit candidates for this post, as soon as possible, in order that the one selected may arrive before Mr. Wild's departure.

4. Replacement for Messrs. Braissant, Eperon and Paillard. After a thorough examination of the four German reserve candidates, Civilian Operations advise that only Mr. Eberhard Haeussler can be considered as a replacement for Mr. Paillard. Consequently we would appreciate your advising us by cable whether Mr. Haeussler is available so that we may submit his candidature to the Government without delay thus enabling him to arrive before Mr. Paillard's departure. None of the other candidates, namely, Helmut Esterl, Waldemar Kaercher and Heinrich Westfal are suitable for any of the posts under the Postal Services project. Therefore, kindly remove them from the reserve list.

Regarding the replacements for Messrs. Braissant and Eperon, the Senior Postal Adviser has requested the Swiss PTT to submit candidates in this connection since it is important that the work started by these experts should be continued by experts of the same country.

cc: Mr. A.C. Gilpin

Mr. J. Ulrich





Ref.: 11.6.1.  
JU/AS

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC. LEOPOLDVILLE

10-12

Leopoldville, le 13 mai 1963

A : M. S. Habib Ahmed, Chef des opérations civiles  
De : J. Ulrich, Chef de la Mission Poste, Leopoldville  
Objet : Service postal à Kolwezi

Je me réfère à votre lettre du 15 avril 1963 et à ma réponse  
prévisoire du 20 du même mois et vous envoie ci-jointe une copie  
du rapport de M. D. Paillard, expert postal à Elisabethville, qui  
a inspecté à fond, avec un Congolais, la perception de Kolwezi.

Il résulte des renseignements très complets fournis par  
M. Paillard que le bureau postal de Kolwezi est bien géré et que  
la population tant noire que blanche, est tout à fait satisfaite  
de la façon dont le service est exécuté.

Le Chef de la Mission Poste  
J. Ulrich

MAY 13 1963

ACTION

1	Mr. G. J. S.
2	
3	
4	Completed
5	Approved
6	Not Approved
7	

Annexe : 1



ROUTINE

RECEIVED

1963 MAY 11 PM 12:03

ORA 130/1/3 KALAP

10-12

UC ---079

4UC93---024

FF 4UC75

DE 4UC93 24/11

FM ONUC KAMINA

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS KALEO CLEAR 536 GILPIN FROM POSTMA REUR LETTER 2 MAY 1963

REPORT WILL FOLLOW POUCH 14 MAY

BT

CFN KALEO CLEAR 536 2 1963 14

11/0904Z MAY 4UC93

MAY 12 1963

ACTION

TO:	<i>h. giefin</i>
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	- Action Completed
<input type="checkbox"/>	- Acknowledged
<input type="checkbox"/>	- No Action Required
INITIALS	

19993

*CR*

NNNN



ACG/cc

10-12

2 May 1963

To : Mr. J. Postma  
Base Administrator, Kamina

From : A.C. Gilpin  
Deputy Chief of Civilian Operations

Subject : Mission to Kabongo

I have received interesting reports from Messrs. Ulrich, Foulonneau et Bonnet on the recent mission to Kabongo but I do not seem to have received your general report on this mission.

I should very much like to have this at your convenience.



10-02

JB/rm

CivOps. 108/63

11 May 1963

TO : Mr. G. Pêche  
Deputy Chief,  
ICAO TA Mission

FROM : James R. Brooks  
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : Rwanda-Burundi Air Traffic Control Training

This second letter to the Minister of Foreign Affairs will probably get lost in the work there. I suggest that you take your copy to Mr. Kabasababu and ask him to call personally the Minister of Foreign Affairs.



*Registry*

MIL INFO 630  
HQ ONUC  
LEOPOLDVILLE  
10 MAY 63

*10-20*

TO: SEE DISTRIBUTION  
FROM: CHIEF MIL INFO

RAIL COMMUNICATION IN THE CONGO.

1. Enclosed is a short report on rail communications in the Congo and a map showing the rail links, the destroyed rail bridges and estimated dates of repairs.
2. A few spare copies are available and may be obtained on demand.

*G Samuel*

( G SAMUELSON ) LT COL  
CHIEF MIL INFO.

DISTRIBUTION:-

Force Commander.  
Deputy Force Commander.  
Chief of Staff.  
Chief Movement Control.  
Chief Military Operations.  
HQ Katanga Area EVILLE.  
HQ Sector 'A' ALBERTVILLE.  
HQ Sector 'C' KAMINA.  
HQ Sector 'L' LEOPOLDVILLE.  
HQ 3 Nig Bde LULUABOURG.  
Chief Air Tpt Offr.  
Air Commander.  
Fighter Operations KAMINA.  
Officer in Charge.  
Chief Civ Ops. ✓  
Head of Public Works.  
Chief Admin Officer.  
UN HQ New York (Attn Mil Adviser) (2)  
Spare Copies.  
File.



MIL INFO 630  
HQ ONUC  
LEOPOLDVILLE  
3 MAY 63

A short Report on Rail Communications  
in the Congo  
(See also attached map)

General

The main communication link from Leopoldville to the hinterland is the amazing network of navigable waterways in the Upper Congo, and rail links have been constructed only where traffic is impractical.

The figures for 1957 are:

Roads	27,000 kms
River	13,700 kms
Railways	5,120 kms

There are four companies operating different sections of the Congo railway network.

1. OTRACO -- Office d'Exploitation des Transports Congolais

Matadi to Leopoldville	356 kms
Marchal to Thysville	15 kms
Boma to Tshola	<u>119 kms</u>
	<u>490 kms</u>

2. BCK -- Compagnie du Chemin de Fer du Bas Congo au Katanga

Port Francqui - Luluabourg-	
Tenke - Elizabethville	1573 kms
Kamina to Kabongo	200 kms
Dilolo to Tenke	520 kms
Elizabethville to Sakania	<u>242 kms</u>
	<u>2540 kms</u>

3. CFL -- Compagnie du Chemin de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains

Kabongo - Kabalo - Albertville	519 kms
Kabalo to Kindu	441 kms
Stanleyville to Ponthierville	<u>125 kms</u>
	<u>1085 kms</u>

4. VICICONGO -- Chemin de Fer Vicinaux du Congo

Aketi - Buta - Paulis	683 kms
Komba to Bondo	121 kms
Lionart to Titule	<u>32 kms</u>
	<u>836 kms</u>



The total length of railways in the Congo exceeds 5,000 kms.  
The gauge is 3'6" (1.067 m) as in South Africa.

In 1958 - 2,170,000 passengers and 10,420,000 tons of goods were transported.

The other two important rail links outside the Congo are:

Pointe Noire to Brazzaville	524 kms
Lobito to Dilolo	1350 kms

The latter is already much used by Katanga Province to bring in supplies and to take out industrial products.

Staff In 1958 the railways in the Congo employed 2,273 Europeans and 54,200 Congolese.

#### Future Projects

Route surveys have been carried out for two proposed new lines -

- (1) Port Francqui - Banningville - Leopoldville
- (2) Luluabourg - Kilembe - Popokabaka - Thysville.

Both these projects are difficult and costly and are unlikely to proceed in the immediate future.

#### Table of Useful Distances

Lobito - Kamina	2233 kms
Elisabethville	2107
Elisabethville - Sakania	242
Tenke	237
Kamina	600
Albertville	1320
Kindu	1488
Luputa	871
Luluabourg	1156
Port Francqui	1578
Leopoldville - Matadi	356
Stanleyville - Ponthierville	125
Aketi - Buta	131
Paulis	558

#### Attached

Appx 'A' - Detailed Information	OTRACO
Appx 'B' - " "	BCK
Appx 'C' - " "	CFL
Appx 'D' - " "	VICICONGO



RAILWAYS

OTRACO

<u>Head Office</u>	Leopoldville (M. Gabriel)	
<u>Lines</u>	Matadi - Leopoldville	356 kms
	Short branch Marchal-Thysville	15
	Boma - Tshela	<u>119</u>
		<u>490 kms</u>

<u>Locomotives</u>	Diesel Electric	
	Large (mainline trains)	28
	Small (light trains and shunting)	<u>25</u>
		<u>53</u>

<u>Rolling Stock</u>		
	Carriages (1st, 2nd and 3rd class )	57
	Wagons, open	1653
	Wagons, closed	100
	Wagons, flat top	1619
	Wagons, Tank, Refrig, Specials (all on bogies)	227

Net Weight per Train  
600 metric tons (double traction)

Line Capacity  
Present schedule Matadi - Leopoldville 2 trains each way per day. Previous normal service 7 goods trains and 2 passenger trains each way per day.

Fuel - Dieseline available Matadi and Boma.

<u>Personnel</u> (1960)		
Total OTRACO	Europeans	71
	Congolese	22,424
Railway only	Europeans	14
	Congolese	5,345

Repairs and Maintenance  
Leopoldville and Thysville.

<u>Statistics</u> (1958)	
Tonnage	4,450,000
Passengers	785,000



RAILWAYS

B.C.K.

Head Office Elisabethville

Director-General	M. Le Blanc
General Manager	M. Baken
Traffic Manager	M. Davain

Lines

Port Francqui - Luluabourg - Tenke	1341 kms
Dilolo - Tenke	520
Tenke - Elisabethville	237
Elisabethville - Sakania	242
Kamina - Kabongo	<u>200</u>
	<u>2540 kms</u>

Locomotives

	<u>Main Line</u>	<u>Shunting</u>
Electric	33	-
Diesel Electric	2	17
Steam	<u>115</u>	<u>46</u>
	<u>150</u>	<u>63</u>

Rolling Stock

Carriages (1st, 2nd, 3rd and 4th class)	206
Wagons, open	1896
Wagons, closed	1531
Wagons, hopper and special (all on bogies)	767

Net Weight per Train

275 Metric Tons - single traction
550 " " double traction

Line Capacity

Normal schedule services are running throughout Katanga Province in accordance with Timetable dated 14 Nov 59. Some interruptions of scheduled services are caused by tribal warfare in Kasai Province.

<u>Section</u>	<u>Number of trains</u> <u>Normal schedule</u>	<u>Maximum capacity</u>
E'ville-Kolwezi (electric)	1 every $\frac{1}{2}$ hr	small increase poss.
Kolwezi-Lobito	5 per day	10 per day
Luena-Kabongo	1 per day	10 per day /2...



Fuel

From Tenke, electrification has extended to Lubumbashi (247 kms) to Kolwezi (94 kms) and to Luena (185 kms) - a total of 526 kms.

The remainder of the system runs on wood or coal as follows:

Luena to Luluabourg - coal from Luena  
Lulu to Port Francqui - wood - Mikado locos.  
Kolwezi to Dilolo - wood or coal - Texas locos.  
Kamina to Kabongo - coal from Luena - Mountain locos.  
E'ville to Sakania - coal from Wankie (Rhodesia).

(Note: Luena coal is open cast, irregular, low grade, high ash content (15 to 20%). Reserves estimated at 8 million metric tons.

Personnel (1960)

European	700
Congolese	13750

Maintenance and Repairs

Elisabethville	}	Steam locos and all rolling stock
Kamina		
Mutshatsha		
Jadotville		Electric locos

Statistics (1958)

Tonnage	4,943,000
Passengers	1,097,000



RAILWAYS

Appx 'C'

CFL

(Full information not yet available )

Head Office Albertville

Lines

Kabongo-Kabalo-Albertville	519 kms
Kabalo-Kindu	441
Stanleyville-Ponthierville	<u>125</u>
	<u>1086 kms</u>

Locomotives

Steam	63
Diesel	<u>12</u>
	<u>75</u>

Rolling Stock

Wagons (all types )	<u>834</u>
---------------------	------------

Personnel (1958)

Europeans	335
Congolese	10234

Statistics (1958)

Tonnage	700,000
Passengers	197,000



RAILWAYS

VICICONGO

(Full information not yet available)

Head Office

Lines

Aketi-Buta-Paulis-Mungbere	683 kms
Komba-Bondo	121
Linart-Titule	<u>32</u>
	<u>836 kms</u>

Locomotives

Steam	20
Diesel	<u>14</u>
	<u>34</u>

Rolling Stock

Wagons (all types)	<u>345</u>
--------------------	------------

Personnel (1958)

European	170
Congolese	4500

Statistics (1958)

Tonnage	334,280
Passengers	89,300



ROUTING SLIP

Mr. Ahmed ✓  
Mr. Brooks ✓  
Mr. Thompson

Mr. Adoboli  
Mr. Jerkovic  
Mr. Pichler  
Miss Simmonds

FOR INFORMATION

~~Mr. Gubari~~  
~~ph. send~~  
~~copy 9/15/6~~  
~~make 10/1/6~~  
~~and 10/7/6~~  
~~1375~~

222

2062



INFO. COPY *M. Gilpin*

10-12

Réf.: N° 11.6.

JU/AS

Action To .....

File No.

*Copy sent to  
J. Amonoo*

Léopoldville, le 10 mai 1963

A : Dirpost

De : J. Ulrich, Chef de la Mission Poste, Léopoldville

Objet : Services postaux à Elisabethville

Le chef de mission et les experts postaux ONUC au Katanga signalent que la transformation de la direction postale d'Elisabethville en direction régionale est maintenant terminée et qu'il est nécessaire qu'un représentant de la direction générale à Léopoldville se rende à Elisabethville pour la transmission des pouvoirs et une prise de contact nécessaire à tous égards.

J'estime aussi que cette visite est indispensable et vous prie de répondre au vœu exprimé par la Régipost d'Elisabethville.

Le Chef de la Mission Poste

J. Ulrich

→ cc : M. A.C. Gilpin, adjoint au chef des opérations civiles  
M. D. Paillard, expert postal ONUC, Elisabethville





BOITE POSTALE 7348  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC, LEOPOLDVILLE

10-13

Albertville, 10 May 1963

STUD/CA/PO  
10/5/63

Mr. E. A. Smith, Chief of Civilian Operations, UNOC, Leopoldville

Mr. J. J. Smith, Director of Technical Services, UNOC, Albertville

Subject: Report of UNOC expert

Please find enclosed herewith copy of report submitted  
by Mr. J. J. Smith, UNOC postal expert in Albertville, on the trip to  
different areas of this province from 2 to 24 April 1963.

Copy of this report has already been sent by Mr. J. J. Smith  
to Mr. E. A. Smith, Chief, UNOC Postal Division in Leopoldville.

MAY 13 1963

ACTION

TO	K. J. J. J.
1	
2	
3	
4	
5	



Albertville, le 1er Mai 1963.

A : M. B. Shaleh, Représentant des Nations Unies à Albertville.

DE : W. Wild, Expert Postal, ONUS, Albertville.

OBJET: Rapport sur mon voyage à l'intérieur  
du 9 jusqu'au 26 avril 1963.

#### RESUME DU VOYAGE

1. Transport Albertville-Monono de la camionnette V4 qui était arrivée à Albertville le 9 février et qui fait partie du don de l'Allemagne fédérale à la poste congolaise.
2. Inspecter les bureaux de poste de Monono, Walenda-Kulu et Ankoro. Organiser le transport par voiture du courrier entre Monono, Walenda-Kulu et Monono-Ankoro.

#### RESUME

1. Le 18 avril la camionnette a été remise en parfait état au percepteur des postes à Monono.
2. Les bureaux de poste de Monono et Walenda-Kulu ont été inspectés et le transport du courrier entre les deux localités a été organisé.  
Il nous était impossible de contrôler le bureau d'Ankoro.  
La route n'est praticable qu'en vélo ou à pied. Aussi longtemps que la route reste inondée, le courrier sera transporté comme jusqu'à présent par vélo.

#### ARRIVEE du 9 au 26 avril

9. Départ par train. Arrivée à Niamba 12.00 continuons par la route, qui est mal entretenue, jusqu'à Kiambi. Passons la nuit à Kiambi. Des deux contrôleurs congolais dans V4- (le chef de poste leur avait offert de passer la nuit sur son bureau) et moi dans le lit du pr. Lt. BIVAKURA Jean. La lettre de recommandation du Colonel Masiala m'avait ouvert toutes les portes et tous les cœurs.



10. Traversée de la Luvua en bas qui fonctionne parce que nous, les voyageurs, fournissons l'essence et prêtons la batterie.

11. Commençons avec le contrôle de la caisse.

12. Remise officielle de la VM-Postal au Percepteur des Postes à Manono en présence de l'Administrateur du Territoire. Nous précisons et le répétons plusieurs fois que la voiture était destinée à servir exclusivement au service postal. Aucune autre administration devra s'en servir. L'entretien sera assuré par TFM (actuellement TFM ne dispose ni d'essence ni d'huile pour les vidanges). J'avais amené trois fûts d'essence d'Albertville pour permettre à la voiture de rouler au moins les premières semaines.

Du 13  
au 19 Contrôle approfondi de la perception de Manono. Dans la caisse il y a des "Bons pour" pour une somme de 70,000 Frs. (un "bon pour" de l'Administrateur du Territoire NUXALAI Sylvestre de 60,000 et de 10,000 de M. le Ministre du Gouvernement Provincial OMBA Jonathan d'Albertville).

Le 10, un certain M. KASUKU alias MACHUOR GICU, se présente au guichet avec un mémo écrit en Swahili et signé par MWANBA ILUNGA Prosper, il veut retirer la somme de 834,000 francs. Cette somme appartient à l'ancien gouvernement ELUALABA. Le mémo disait que la somme servirait à aider la population de la région de Malemba-Nkulu.

Suivant les prescriptions postales, on a refusé de payer la somme.

Le 16 à midi, Monsieur Scheller me remet un télégramme, qui m'invite à participer à une mission technique se rendant à Kamina et Kabongo. Réunion à Yandina le 16. Le même jour, j'envoie un télégramme à Monsieur Gilpin lui expliquant la situation.

20. Départ en VM-postal pour Malemba-Nkulu. La route n'est pas bien entretenu mais praticable. Arrivons à Mulongo vers midi. Environ 1 km de la route qui mène au bord de la Mualaba est submergé. Il n'y a pas de moyen de traverser. Nous passons la nuit chez Docteur Williams. Quel plaisir de rencontrer un homme qui travaille au Congo sans aucun intérêt personnel! Monsieur l'Administrateur de Malemba-Nkulu est venu nous accueillir à Mulongo.



21. Traversons le fleuve en pirogue; avec notre essence, l'Administrateur du Territoire peut nous transporter les 37 km jusqu'à Malesba-Mkulu. Impressionnant pour moi est l'église brûlée et détruite après 80 ans de christianisme! Les femmes et les enfants montrent leur joie de voir des Musungu, les hommes sont indifférents. A Mulongo j'ai rejoint M. Lardinois de Cotanga, qui est connu dans la région. Tout le monde se montre content de voir quelqu'un de l'ONUC et on demande l'aide de l'ONUC pour toutes sortes de choses: médicaments, DDT contre les chauve-souris, des kitenges et allumettes, intervention contre les soi-disant "jeunesses" salariales pour le personnel etc, etc.

22- 24. Contrôle approfondi de la sous-perception de Malesba-Mkulu, J'ai fait un calcul intéressant:  
 Vente de timbres en 1962 - 20,000.-  
 Salaires à payer au personnel pour  
 un mois (avant l'indépendance 2 personnes) 30,000.-  
 (maintenant 7 personnes)

Déficit du bureau de poste de Malesba-Mkulu en 1962 au minimum 340,000.-

Visitions les pères et frères blancs. Ref. Père Claessen ne pouvait de demander à M. Ghaleb, s'il n'y avait pas possibilité d'évacuer par hélicoptère frère René Vautol (maladie cardiaque) et d'amener en même temps d'Elisabethville l'évêque qui voudrait visiter la mission à Malesba-Mkulu. Je lui ai promis une réponse de la part de l'ONUC à Albertville. Le quartier commercial est toujours inondé. Le 11 avril 1963, le percepteur des postes a dû prendre la fuite. Il était menacé par les soi-disant "soldats" ou "jeunesses" qui, au nombre de 800, procurent de temps en temps des "événements". L'adjoint du Commissaire du district m'a prié de communiquer ce fait à vous. Il a aussi été menacé et il a peur.

Pour dépanner le poste TGF nous avons amené 20 litres d'essence. Je télégraphie à M. Scheller et le prie d'envoyer par la prochaine occasion un fût d'essence qui suffira pour 6 mois au moins.

25. Retournons à Manono. Mulongo-Manono en voiture postale. Je rentre à Albertville par avion ONUC.

V. Willé  
 Expert Postal ONUC

cc: J. Ulrich, Chef-mission poste ONUC.



KK

X

10-12

ONUC COQUILLHATVILLE

144  
CIVCOQ \_\_\_\_\_ JACKMAN FROM GILPIN MARK. REIR 105. AIR TRAVEL POSTAL  
EXPERT DUCUNG LISALA TENTH MAY AND BORNDI TWENTYSECOND MAY AUTHORIZED.  
WILL ISSUE PT/8 HERE. PLEASE ISSUE TICKETS

cc. Mr. Ulrich  
Mr. de Candia

H. Pichler  
A. Gilpin  
9 May 1963



Saturday night.

84

ROUTING SLIP

TO

Mr. Pichler,

262

Ex. Off. Comp. and

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Presume that you will  
send the necessary authority.

DATE

9/5/63

FROM

Menon



ACTION  
CIVILIAN MILITARY

*cto*

S.R.S.G.	O.P.I.	MAIL
CIV. OPS.	PUB. WK.	P.X.
C.A.O.	I.C.A.O.	F.A.O.
C.F.A.	W. Box 25	I.T.U.
C.P.O.	ACC & TR	W.M.O.
C.F.O.	LINCOLN	WELFARE
G.PROC.	FOOTBALL	
G.O.S.	MILITARY	

50

NR3 F COQ 35 08 1550Z

ONUC

LEO

COQLEO 105 MARX INF OLRICH FROM JACKMAN PLEASE AUTHORIZE TRAVEL  
BY AIRCONGO POSTAL EXPERT DUCUING COMA LISALA COMA 10 MAY AND  
COMA BOENDE COMA 22 MAY. COST RESPECTIVELY DOLLARS NINETY DOLLARS  
FIFTY

*Mo Maman*



*C3*

4UCQ 08/05/63 1559Z ALO.



10-02

CIV.OPS/59/63

le 8 mai 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 16 mars 1963 vous informant que la mission de l'OACI au Congo avait reçu une demande de formation de contrôleurs du trafic aérien de la part des Gouvernements du Rwanda et du Burundi. Etant donné qu'il existe une telle école de formation au Congo, nous suggérons que la formation demandée soit donnée à l'Ecole d'Aviation civile.

Le cours commence le 16 mai 1963 et il y a suffisamment de place à l'Ecole pour ces étudiants. Je vous serais donc très reconnaissant de me faire connaître votre décision pour que nous puissions prier le siège de l'OACI de prendre les dispositions nécessaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

S. Habib Ahmed  
Chef des Opérations civiles

Son Excellence  
Monsieur le Ministre des Affaires  
étrangères  
Léopoldville

cc: M. Pêche



# ROUTING SLIP

TO *Mr. Rice*

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

*Please attach  
the memo we  
sent out on  
this in  
March.*

● *Not replied to*

DATE

FROM

*[Signature]*



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

File : 1703-1  
Folio 643

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Inter Office Memorandum

22 April 1963

To : Mr. S.H. Ahmed, Chief of Civilian Operations  
cc: Mr. H. Costa, Director, TAB/ICAO, Montreal

From : G. Pêche, Deputy Chief ICAO TA Mission, Congo

Subject : Rwanda-Burundi - Air Traffic Control Training

Please refer to my office memorandum 1703-1 folio 453/63 of 2 March 1963 concerning the authorization to be granted by the Ministry of Foreign Affairs of the Congolese Central Government for Eight (8) air traffic control students from Rwanda and Burundi to be trained at the "Ecole de l'Aviation Civile Congolaise" in Leopoldville.

I have received today a memo from our Montreal Headquarters in which they are asking me to press for the above mentioned authorization.

As we intend to start another Air Traffic Control course for Congolese students on 15 May 1963 I would very much appreciate having the requested authorization from the Ministry of Foreign Affairs for these trainees so that I can advise our Headquarters accordingly.

As far as the last paragraph is concerned I would suggest that the monthly stipend would be of 5000 Congolese francs for each student.

We would be very much obliged if you could advise us of any further developments on this matter.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'J. Linder', is located at the bottom right of the page.

Enclد. - 1 photostat copy of  
letter from Montreal.





INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION

INTERNATIONAL AVIATION BUILDING  
400 UNIVERSITY STREET  
MONTREAL 1 P.Q. CANADA

Office Memorandum No. 381

TA 1/35.124(1963)-64  
TA 1/8.126

47-1-1063

To: Deputy Chief, ICAO Technical Assistance Mission, Congo  
From: Director, Technical Assistance Bureau  
Subject: Air Traffic Control Training

Referring to our cable No. 357 and memo. No. 365 of 6 March 1963, regarding training of eight students in air traffic control from Rwanda and Burundi, at the Civil Aviation School at Leopoldville, I now enclose fellowship nomination forms for two of the candidates, Mucera, C. Gatakye and E. Nkurungiza. Nomination forms for additional candidates will be forwarded when received.

As we have not heard from you since receiving a copy of your letter to Mr. S. Ahmed, Chief of Operations, dated 12 March, we assume that you have not yet received the authorization of the Minister of External Affairs to make the training available. As soon as it is agreed that the training will be made available, we expect you will let us know whether it will be possible for an air traffic services instructor to go to Rwanda and Burundi to interview the selected candidates in order to ascertain their suitability for the training they have requested.

As soon as we have your advice about the candidates' availability, we will immediately make the award of these scholarships and inform the ICAO Resident Representative in Rwanda and Burundi, Mr. Laurence, of the arrangements we will have to make in order to bring the students to the School at Leopoldville.

We would also appreciate having your advice as to the amount of stipend to be paid to the students and suggest that you take this up with Mr. Ahmed in his capacity as ICAO Resident Representative.

*[Signature]*  
H. Costa